Entre contrôle et tolérance.

Précarisation des migrants dans l'agriculture d'Almería

Pauline Carnet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8878>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8878

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2008

Pagination : 201-218

Référence électronique

Pauline Carnet, « Entre contrôle et tolérance. », *Études rurales* [En ligne], 182 | 2008, mis en ligne le 01 janvier 2010, consulté le 07 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8878> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8878

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_182&ID_ARTICLE=ETRU_182_0201

Entre contrôle et tolérance. Précarisation des migrants dans l'agriculture d'Almeria

par Pauline CARNET

| Editions de l'EHESS | *Études rurales*

2008/2 - 182

ISSN 0014-2182 | ISBN 9782713222054 | pages 201 à 218

Pour citer cet article :

— Carnet P., Entre contrôle et tolérance. Précarisation des migrants dans l'agriculture d'Almeria, *Études rurales* 2008/2, 182, p. 201-218.

Distribution électronique Cairn pour Editions de l'EHESS .

© Editions de l'EHESS . Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

ENTRE CONTRÔLE ET TOLÉRANCE

Pauline Carnet

PRÉCARISATION DES MIGRANTS DANS L'AGRICULTURE D'ALMERÍA¹

L'ANDALOUSIE est l'une des principales portes d'accès à l'espace Schengen pour les migrants en provenance du continent africain. Plus qu'une porte d'entrée, la province d'Almería est devenue, à travers son secteur agricole et pour des migrants de toutes origines, le lieu d'une première incorporation dans le marché du travail [Pumares Fernández 2003] ainsi qu'une plate-forme vers la régularisation [Martín Díaz 2004].

La population étrangère, qui ne représentait que 0,7 % de la population de la province d'Almería en 1991, s'élève aujourd'hui à 20 %, dont la moitié sont des ressortissants extra-communautaires². N'ayant qu'un accès limité au travail en raison de leur situation juridique, les migrants clandestins mobilisent leur réseau relationnel en fonction des possibilités de régularisation qu'offrent les différents pays et secteurs économiques, et cette concordance détermine en grande partie leur circulation. De fait, nous suggérons que la province d'Almería fonctionne comme un pôle de centralisation des migrants en situation précaire, qui espèrent trouver dans le secteur agricole un emploi leur permettant de régulariser leur situation.

Dans ses recherches, Alain Tarrius formule l'hypothèse selon laquelle l'Andalousie fonctionne comme un « sas migratoire » dans lequel resteraient les migrants n'ayant pas de possibilités relationnelles de circulation [2002a]. Il nous apparaît aujourd'hui que les situations des migrants sont plus diversifiées. En effet, certains font le choix de se fixer en Andalousie, temporairement ou définitivement, alors qu'ils ont déjà fait l'expérience d'autres espaces géographiques ou qu'ils disposent d'une famille en migration. Ainsi, les migrants africains y arrivent du sud comme du nord : à ceux récemment débarqués des pirogues, barques et camions, s'ajoutent ceux dont les perspectives de régularisation par le travail ou le mariage ont échoué dans d'autres pays européens. Enfin, la province d'Almería n'est pas qu'un lieu de transit mais aussi un lieu d'installation : c'est parce que certains migrants s'installent plus ou moins durablement dans cette étape que d'autres peuvent circuler à l'intérieur d'espaces migratoires qui se superposent à ceux des États-Nations.

Dès le milieu des années 1980, au moment où l'Espagne entre dans l'Union européenne et adopte sa première *ley de extranjería* (loi sur le statut des étrangers), le secteur agricole manque de travailleurs nationaux. L'augmentation du niveau de vie des agriculteurs a, en effet, poussé femmes et enfants à abandonner cette activité. De plus, les conditions du travail agricole n'attirent plus les anciens

1. Cet article s'inscrit dans le cadre d'une thèse, en préparation, portant sur les migrations africaines à la frontière sud-espagnole.

2. Instituto nacional de estadística (INE).

émigrés nationaux car l'Espagne, dans son ensemble, connaît un développement économique important. Aussi ce secteur devient-il dépendant de la main-d'œuvre étrangère – qui restera essentiellement marocaine jusqu'en 2000 – et repose peu à peu sur l'irrégularité administrative d'une partie des migrants. La politique espagnole de contrôle et de gestion des migrations tente de réguler ce phénomène à travers l'organisation de « flux légaux » de travailleurs étrangers et la mise en place de mesures comme les « contrats en origine » (*contratos en origen*).

Cet article interrogera les liens qui existent entre les nouvelles formes migratoires « transnationales » [Tarrius 2002b ; Alioua 2005 ; Escoffier 2008], les modèles agricoles et, enfin, les politiques d'immigration. La mobilité des migrants, le fonctionnement économique d'une région et la gestion politique des migrations sont des phénomènes qui possèdent chacun leur dynamique. Supports sociaux (en réseaux, par exemple) et besoins (exprimés) se combinent de manière complexe et se rencontrent dans un espace que les politiques publiques prétendent définir et contrôler. L'étude des dynamiques à l'œuvre dans la province d'Almería révèle les paradoxes des logiques respectives des migrants, des entrepreneurs agricoles et des décideurs politiques et administratifs, paradoxes qui expliquent en partie l'échec relatif des politiques d'immigration.

Une main-d'œuvre non régularisée au cœur du modèle agricole d'Almería

Le nombre des travailleurs étrangers inscrits à la Sécurité sociale sous le régime agricole passe de 8 368 en 1998 à 21 153 en 2007³.

Cependant ces chiffres ne prennent pas en compte l'emploi des migrants clandestins, et le total des ouvriers agricoles s'élèverait en réalité à environ 100 000 personnes [Checa 1995]⁴.

LE MODÈLE AGRICOLE D'ALMERÍA : UN MIRAGE ÉCONOMIQUE

Les quelques serres de la fin des années 1960 sont devenues aujourd'hui une véritable « mer de plastique », qui recouvre près de 40 000 hectares⁵ et produit, avec les cultures à l'air libre, plus de 2 500 000 tonnes de légumes par an, soit près du quart de la production espagnole⁶. Dans le même temps se sont développées de multiples industries et activités dérivant du secteur agricole : l'agro-alimentaire, le plastique, le phytosanitaire, les engrais, les transports, la construction et les services. Ainsi, le PIB de la province est presque multiplié par quatre entre 1980 et 2004⁷, ce qui permet de qualifier le développement agricole de « miracle économique ».

3. Censo de población (INE), *Anuarios de extranjería y de inmigración* (Ministerio de trabajo e inmigración, ancien MTAS).

4. Il faut, en moyenne, dans l'année, 2 ouvriers par hectare.

5. En 2005, 39 525 des 48 956 hectares de légumes étaient sous serres (*Anuario de estadística agroalimentaria*, Ministerio de medio ambiente y medio rural y marino).

6. INE et *Anuario de estadísticas agrarias y pesqueras de Andalucía* (Junta de Andalucía).

7. Évaluation faite à partir du PIB à prix courants et du calcul de l'inflation depuis 1980. Le PIB d'Almería à prix courants était de 10 milliards 695 222 euros en 2004 (Instituto de estadística de Andalucía : IEA).

Pôle industriel de Palos de la Frontera (Huelva) à l'arrière de la « mer de plastique »
(cliché Jean-François Hellio et Nicolas Van Ingen 2008)

Ce modèle d'agriculture intensive présente cependant des limites qui semblent remettre en cause ses fondements. Tourné vers l'exportation, le secteur connaît des crises de prix récurrentes, dues notamment à la concurrence internationale. L'usage intensif des ressources naturelles conduit à de lourdes dégradations (désertification et pollution), et le coût des intrants destinés à accroître la productivité ne cesse d'augmenter⁸. Tous ces éléments contribuent à la baisse continue du taux de rendement et à l'endettement des agriculteurs. Le taux de rendement tombe de 16,5 % en 1990-1991 à 2,1 % en 1998-1999 [López Gálvez *et al.* 2000], et les rapports du ministère de l'Agriculture indiquent qu'en 2005, 79 % des agriculteurs sont endettés à hauteur de 2 084 millions d'euros.

Ce modèle paraît donc bénéficier surtout aux institutions financières, dont les prêts servent à l'achat des intrants, et aux multinationales de distribution alimentaire, qui établissent les prix des produits et leurs caractéristiques. Aussi, la stratégie des agriculteurs consiste à réduire le coût de la main-d'œuvre, qui représente 40 % des dépenses⁹, et à profiter de l'arrivée ininterrompue de migrants clandestins, qui ne demandent qu'à travailler.

L'ORGANISATION DIFFICILE DES « FLUX LÉGAUX »

Dès 1993, l'État fixe des contingents annuels d'immigration sur la base des emplois non couverts par les travailleurs nationaux. Cependant, dans les secteurs nécessitant une importante main-d'œuvre temporaire, on note vite le manque d'efficacité de cette mesure. Dans l'agriculture, les patrons préfèrent employer et renvoyer librement les travailleurs qu'ils

connaissent et utilisent les contingents pour régulariser la situation des migrants déjà sur place. De plus, les démarches administratives s'étalent sur plusieurs mois, et cette durée ne correspond pas aux rythmes agricoles, lesquels requièrent avant tout une flexibilité de la main-d'œuvre. L'État crée donc, en 1996, un permis de travail non renouvelable et n'excédant pas neuf mois (permis A), mais dont les résultats ne sont pas plus significatifs. Dans la province d'Almería, non seulement les exploitations agricoles de type familial peuvent difficilement, à leur échelle, évaluer leurs besoins d'une année sur l'autre, mais, surtout, le modèle agricole se fonde sur une force de travail non régularisée.

UN MANQUE CHRONIQUE DE MAIN-D'ŒUVRE RÉGULARISÉE

À Almería, la pratique habituelle des agriculteurs consiste à employer un travailleur avant de le régulariser. Toutefois, les conditions de travail n'incitent pas les migrants à rester sur place une fois leur régularisation obtenue. L'accord collectif agricole d'Almería est l'un des plus défavorables du pays et l'un

8. Les données de l'IEA montrent que, dès 1990, la surface agricole disponible semble entièrement utilisée. Le développement du secteur repose désormais sur l'augmentation de la productivité grâce à l'utilisation de produits phytosanitaires, et le manque d'eau conduit certains agriculteurs à recourir aux techniques de production hors-sol. Malgré cela, la production stagne depuis 1998 (*Anuario de estadística agroalimentaria*).

9. « Análisis de rentabilidad del sector hortícola en la campaña 02/03 », Consejería de agricultura y pesca, Junta de Andalucía, 2003.

des plus laxistes en matière de pénibilité, de toxicité et de dangerosité. Le contrat le plus répandu est le *contrato temporal* (équivalent du CDD français), mais sa signature ne garantit pas le respect de ses clauses. Le contrat de 2007 prévoyait 41,52 euros par journée de huit heures ; or, tous les journaliers africains que nous avons rencontrés – clandestins ou non – touchaient un maximum de 30 à 32 euros par jour, les heures supplémentaires étant payées comme des heures normales, lorsqu'elles étaient payées.

Par ailleurs, l'augmentation du nombre des migrants, combinée à la réduction des possibilités légales de migration¹⁰, permet aux patrons d'agiter la promesse de la légalité ou la menace du renvoi afin de s'assurer une main-d'œuvre flexible. La présence de nombreux migrants en situation irrégulière leur permet aussi de payer le même salaire aux régularisés qu'aux clandestins. Il se produit donc une rotation de travailleurs, où de nouveaux migrants clandestins viennent remplacer les précédents, créant un manque chronique de main-d'œuvre régularisée. Le secteur fonctionne ainsi sur la base de « l'anticipation de la clandestinité » [Morice 2002]. Cette situation donne lieu à une double revendication. D'un côté, les patrons ont l'impression d'être « trahis » par leurs travailleurs et se plaignent aux autorités de ne pas avoir les moyens d'« embaucher légalement ». De l'autre, les ouvriers, majoritairement marocains, revendiquent la reconnaissance de leurs droits et luttent pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. C'est dans ce contexte de tension sociale et d'interdépendance croissante entre travailleurs migrants et

patrons qu'ont lieu, en 2000, dans la municipalité d'El Ejido, des exactions xénophobes à l'encontre de la population marocaine¹¹.

Cette même année voit changer le profil des migrants à destination de l'Espagne, en général, et de l'Andalousie, en particulier.

Diversification de la main-d'œuvre et précarisation du travail

À partir de 2000-2001, on observe, dans toute l'Espagne, une diversification de la provenance des étrangers, qui se traduit, dans le secteur agricole, par le remplacement partiel de la main-d'œuvre marocaine. Ce phénomène résulte de plusieurs facteurs : volonté migratoire, mesures politiques, stratégies patronales, stéréotypes attachés aux migrants. S'y manifeste une mise en concurrence des migrants, qui place les Africains clandestins en bas de l'échelle sociale.

POLITIQUES NATIONALE ET EUROPÉENNE

Afin de répondre au manque de main-d'œuvre « légale » dans les secteurs caractérisés par une fluctuation des besoins, et afin de satisfaire les impératifs nationaux et européens en matière de contrôle des « flux migratoires »,

10. Voir notamment les travaux des réseaux Migreurop (migreurop.org) et Terra (terra.rezo.net) sur les politiques de fermeture des frontières.

11. L'assassinat d'une jeune fille par un Marocain a été le prétexte d'exactions perpétrées par une fraction de la population locale, proche des cercles économiques profitant le plus du travail clandestin, qui conteste toute augmentation de l'immigration légale. Voir Forum civique européen, *El Ejido, terre de non-droit*, Villeurbanne, Golias, 2000.

l'État espagnol lance, en 2001, les « contrats en origine ». Cette formule permet aux entrepreneurs agricoles, organisés en fédérations, de sélectionner les travailleurs directement dans les pays avec lesquels l'Espagne a établi des accords bilatéraux ou des instruments de collaboration en matière de gestion des « flux migratoires »¹². Le recrutement « en origine » répond à trois procédés : le contingent (contrat dit « stable », d'une durée minimale de un an), le régime général (contrat individuel nominatif) et le contrat temporaire (équivalent du CDD français)¹³. Le contrat temporaire « en origine » est d'une durée maximale de 9 mois au terme desquels l'employé doit rentrer dans son pays, condition *sine qua non* du renouvellement. Générique la première année, il peut être nominatif la seconde année et être renouvelé trois fois. L'employeur prend en charge les billets d'avion aller-retour et fournit le logement.

Huelva a été choisie comme province-pilote pour tester la formule des « contrats en origine », qui ne sera adoptée qu'en 2005-2006 dans la province d'Almería, c'est-à-dire après que la régularisation massive de 2005 aura permis à de nombreux migrants de quitter Almería¹⁴. Dans ces deux provinces, cette formule contribue à l'introduction de travailleurs issus d'Amérique du Sud, d'Europe de l'Est et d'Afrique de l'Ouest – principalement de l'Équateur, de la Roumanie et du Sénégal –, qui se substituent en partie aux travailleurs maghrébins. Le fait que les ressortissants de pays tels que l'Équateur ou la Bolivie n'aient pas eu besoin de visa jusque très récemment, et que l'Europe ait été appelée à s'élargir à l'est, a sans nul doute favorisé ce

processus. La Roumanie et la Bulgarie étant, depuis lors, entrées dans l'Union européenne, les fédérations patronales « redécouvrent » le Maroc, et découvrent le Sénégal en même temps qu'elles cherchent des accords avec le Honduras, l'Ukraine et la Moldavie.

UNE PLURISEGMENTATION DU SECTEUR AGRICOLE

Cette substitution s'accompagne d'une pluri-segmentation du secteur agricole andalou et du marché du travail d'Almería en fonction du genre, du phénotype et de la situation administrative des travailleurs [Martín Díaz 2004].

Alors que Huelva favorise le recrutement des femmes, jugées plus « délicates » pour la cueillette des fraises, à Almería, la culture de légumes est toujours largement effectuée par des hommes, préférés pour leur force physique. Des femmes roumaines, lituanienes et marocaines y travaillent également la terre, mais elles sont plus généralement employées dans les usines de transformation.

De plus, les stéréotypes attachés à chaque nationalité et/ou phénotype influencent, sous

12. Accords bilatéraux avec la République dominicaine, la Colombie, l'Équateur, la Bulgarie, la Roumanie, le Maroc et le Sénégal. Instruments de collaboration avec le Salvador, le Honduras, le Pérou, le Sénégal, l'Argentine et les Philippines.

13. Les contrats « stables » concernent un nombre minime de travailleurs : les évaluations nationales pour 2007 étaient de 27 034 contre 92 000 pour le régime général et 61 000 pour les contrats temporaires (MTAS, note de presse du 22 décembre 2006).

14. Le nombre des migrants clandestins avait été en constante augmentation depuis la régularisation massive de 2000.

quelque forme que ce soit, le recrutement d'un travailleur étranger. Face aux Maghrébins, perçus comme « voleurs, violeurs et violents », les Européens de l'Est et les Sud-Américains passent pour « être plus proches culturellement » des Espagnols et pour « s'adapter plus facilement ». Quant aux Subsahariens, ils resteraient les éternels « bons sauvages, forts et dociles », une image appelée à se modifier depuis les émeutes de septembre 2008 à Roquetas de Mar¹⁵.

Enfin, aux migrants employés annuellement, avec ou sans contrat, s'ajoute une « réserve » de travailleurs sous-occupés, constituée des derniers arrivés, clandestins pour la plupart, et des plus revendicatifs [Checa ed. 2001 ; Río Ruiz 2002 ; Martín Díaz 2004]. Par leur fonction de « renfort », ces migrants se retrouvent régulièrement sans travail, en situation d'attente. Pour échapper à celle-ci, certains « louent » des cartes de résidence et se déplacent dans d'autres provinces à la recherche d'un hypothétique travail. Ils rejoignent alors nombre de migrants régularisés parcourant la région suivant les saisons agricoles. Perçus comme inactifs ou trop nombreux, les migrants doivent, dans les deux cas, faire face au rejet de la population locale.

UNE MAIN-D'ŒUVRE DISPONIBLE ET BON MARCHÉ

L'ensemble de ces éléments permet une mise en concurrence des migrants, qui garantit une main-d'œuvre disponible et bon marché. Cette concurrence alimente les rivalités entre nationalités et exacerbe les clichés. Un syndicaliste marocain affirme que les Roumains se vendent, pancarte au cou, 20 euros la journée. Un travailleur marocain soutient, au contraire, que

les Roumains sont plutôt bien payés, qu'on les fait généralement travailler en couple, que la femme se prostitue souvent avec le patron, et que ce sont les Subsahariens qui acceptent, eux, 25 euros par jour. Des ouvriers sénégalais rapportent, de leur côté, que les Marocains refusent de travailler ; ces derniers leur reprochent, en retour, de tout accepter du patron.

Cette concurrence limite l'expression de revendications communes à l'ensemble des travailleurs étrangers, d'autant qu'elle est exacerbée par les patrons. Un ouvrier agricole marocain déclare ainsi :

Le patron nous dit : « Vous, vous êtes mieux que les Noirs. » Et après, il va voir les Noirs et il leur dit : « Vous, vous êtes mieux que les Marocains. »

Par ailleurs, cette concurrence s'accompagne d'une précarisation des conditions de vie. Les *asentamientos* (logements de fortune concentrant un nombre important de migrants pauvres), qui avaient pratiquement disparu après 2000, refont depuis peu leur apparition dans la région, mais ils sont de plus petite taille et sont plus disséminés qu'avant¹⁶. Ils ne concentrent que des populations africaines (maghrébines ou subsahariennes), soit celles qui subissent le plus de discriminations dans l'accès au travail et au logement.

15. Faisant suite à la mort d'un ressortissant sénégalais, assassiné lors d'un conflit de voisinage.

16. La plupart des *chabolas* (baraques ou cabanes en plastique) ont été rasées après les ratonnades survenues à El Ejido. La réapparition des *asentamientos* est confirmée par les ONG, notamment par la Croix-Rouge d'Almería, qui a mis en place un programme d'étude à ce sujet.

Les difficultés de renouvellement des contrats renforcent encore la précarisation des migrants. Le permis de travail obtenu lors de la régularisation de 2005 était limité à la province et à l'activité pour laquelle il avait été délivré. Ce n'est qu'au bout d'un an que le travailleur étranger pouvait avoir un renouvellement de permis, valable cette fois pour tout le pays et pour tous les secteurs d'activité. Or, ce renouvellement est conditionné à l'obligation de cotiser à la Sécurité sociale pendant au moins six mois, et, comme dans le secteur agricole d'Almería les heures déclarées sont largement sous-estimées par rapport aux heures travaillées, il est très difficile d'atteindre cette durée de cotisation. Ces difficultés favorisent l'alternance entre les situations régulières et irrégulières. De même, le non-respect des « contrats en origine » signifie, bien souvent, basculer dans l'illégalité administrative.

ÉCHEC DES « CONTRATS EN ORIGINE » ?

Les « contrats en origine » ne semblent pas remplir, dans la province d'Almería, leur fonction officielle de contrôle des flux et de régulation du travail. Certains migrants ne rentrent pas dans leur pays une fois leur contrat achevé car ils craignent de ne pas être renouvelés ; d'autres se dérobent avant même la fin du contrat car, étant donné les conditions de travail, ils ne souhaitent pas être renouvelés ; d'autres encore sont licenciés et décident de tenter leur chance ailleurs. Une partie de cette main-d'œuvre agricole se retrouve dans la construction et les services, secteurs qui, de fait, ne recourent pas aux « contrats en origine ».

ONG et syndicalistes considèrent que la formule est un échec. Ils estiment que ces contrats sont peu répandus dans la région car il est plus simple, plus rapide et moins coûteux d'embaucher des travailleurs déjà présents sur place. Ils accusent aussi les patrons de ne pas respecter les clauses de ces contrats et déposent les premières plaintes.

Début 2008, le Syndicat des ouvriers ruraux traîne en justice une entreprise de El Pulpi pour licenciement abusif. L'entreprise a renvoyé, après trois mois de travail, quatorze Sénégalais sous « contrats en origine », invoquant leur manque de respect, d'intérêt et d'intégration, ainsi que leur faible productivité. Les employés sénégalais dénoncent, quant à eux, leurs conditions de travail et de logement. Payés 30 euros par jour au lieu des 43,12 euros conventionnels, ils ne travaillaient pas tous les jours de la semaine et voyaient donc leurs revenus varier. Logés à 100 kilomètres de la ville alors que le contrat prévoyait un logement urbain, ils vivaient à six par chambre, sans chauffage, pour 120 euros par personne et par mois, et mettaient deux heures pour se rendre sur leur lieu de travail. Ils ont payé eux-mêmes une partie de leur billet d'avion, et leur patron a confisqué leurs passeports dès leur arrivée, menaçant, en outre, de leur retenir trois jours de salaire s'ils ne travaillaient pas suffisamment vite et bien. Finalement, la fédération d'entrepreneurs ayant organisé le recrutement a reconnu le caractère non fondé de ce licenciement.

Pour le Syndicat des ouvriers ruraux, il ne s'agit pas d'un cas isolé, et les « contrats en origine » ne garantissent pas des conditions de travail dignes. De même, le syndicat

Logements d'ouvriers dans les hauteurs des fraisières de Cartaya
(cliché Dolores Redondo Toronjo 2008)

« Commissions ouvrières » dénonce des licenciements abusifs répétés et non déclarés à la sous-délégation du gouvernement, ainsi qu'une rotation des travailleurs dans différentes sociétés, non stipulée dans les contrats. De leur côté, les fédérations d'entrepreneurs applaudissent la formule bien qu'elle ne leur donne pas entière satisfaction. Ainsi, lors de son dernier congrès provincial, l'Association agraire des jeunes agriculteurs¹⁷ a demandé au gouvernement de faciliter le recrutement grâce à une bourse d'emploi, des procédures d'embauche spécifiques et grâce à un système facilitant les déplacements des travailleurs étrangers à l'intérieur du pays.

Enfin, le gouvernement a récemment annoncé qu'il voulait réduire le nombre des « contrats en origine » en raison de la crise économique que traverse le pays, précisant que cette réduction ne toucherait que le contingent du régime général. Cependant, l'Institut national de l'emploi a réduit le nombre des « postes difficiles à pourvoir », catalogue qui influence, en partie au moins, les différents procédés permettant le recrutement « en origine »¹⁸. Syndicats et ONG dénoncent cette mesure qui, selon eux, alimentera l'économie informelle parce que, même en temps de crise, seuls les étrangers acceptent les emplois dévalorisés¹⁹. L'État est donc interrogé sur sa politique de contrôle des migrations à travers la double régulation du travail et des circulations puisque l'ensemble des mesures mises en place n'empêche nullement, bien au contraire, la persistance de pratiques dérogatoires au droit du travail ainsi que les allers et venues entre situations régulières et clandestines

Un modèle socioéconomique en transition

Pour comprendre la complexité de la situation de la province d'Almería, une mise en perspective est nécessaire. L'économie souterraine et la précarité des conditions de vie et de travail ne sont pas nouvelles en Andalousie : elles caractérisent l'ensemble du marché du travail et touchent ses principaux secteurs d'activité. L'arrivée des migrants étrangers n'implique donc qu'un changement dans les modalités de ce phénomène.

LA PLACE DE L'ÉCONOMIE SOUTERRAINE EN ANDALOUSIE

Depuis vingt ans, le taux de chômage et le PIB souterrain de l'Andalousie sont parmi les plus élevés du pays. En 2005, le taux de chômage dépassait de 4,7 % celui de la moyenne nationale, et le revenu par habitant était de 18 % en dessous de la moyenne nationale (INE). En 2000, l'Andalousie venait en deuxième position, après la Murcie, pour ce qui est de l'indice de travail illégal (principalement dans les services domestiques, la confection, l'hôtellerie, l'agriculture et la construction, soit les secteurs clés pour la

17. C'est l'une des plus importantes organisations patronales. En 2007, elle a établi plus de 12 000 « contrats en origine » pour l'Andalousie, dont la moitié pour Almería.

18. Créé en 2005, ce catalogue établit les emplois pour lesquels les patrons peuvent solliciter un permis de résidence et de travail pour un étranger.

19. Ainsi, depuis 2008, on note un renouveau de l'émigration espagnole en direction de l'agriculture saisonnière française.

main-d'œuvre immigrée), et son PIB souterrain s'élevait à 21,7 % entre 1990 et 2000, la moyenne nationale étant de 18,5 % au cours de la même période [Ferraro García ed. 2002].

Si l'économie souterraine est, par essence, difficilement quantifiable, elle possède néanmoins ses indicateurs. Ainsi les infractions relevées en 2005 par l'Inspection du travail et la Sécurité sociale étaient-elles plus nombreuses en Andalousie que dans le reste du pays. De surcroît la Banque d'Espagne indiquait, en novembre 2006, que 63,8 % des billets de 500 euros mis en circulation dans l'Union européenne étaient concentrés en Espagne, dans les régions à forte croissance économique : Valence, Murcie, et quelques zones d'Andalousie²⁰. Par ailleurs, l'Andalousie recèle un secteur touristique important lié aux services, à la construction et à une corruption immobilière qui va de pair avec l'implantation de groupes mafieux internationaux. Enfin, d'après Lina Gavira Álvarez [2002], les processus de cette économie sont informalisés et « invisibilisés » : travail à faible coût, intensification des rythmes, « complicité » entre employeurs et employés pour le travail non déclaré et les prestations précaires. La sociologue ajoute que, dans une société qui considère la stratégie de l'irrégularité comme un moindre mal bénéficiant tout autant aux travailleurs qu'aux employeurs, ces processus sont banalisés et jugés normaux.

PATERNALISME, AGROBUSINESS ET XÉNOPHOBIE

Le modèle agricole d'Almería allie des technologies du XXI^e siècle à des pratiques de gestion de la main-d'œuvre, dignes du XIX^e siècle et empreintes de paternalisme et de tradition en matière de négation du droit du travail. Les

exploitants sont souvent d'anciens journaliers devenus propriétaires de petites parcelles. Leurs exploitations ont d'abord reposé sur une organisation familiale qui impliquait la participation de tous les membres de la famille mais favorisait l'homme au détriment de sa femme et de ses enfants. Asunción a ainsi travaillé pendant vingt ans les terres de son mari sans prendre part aux décisions et à la gestion des finances. Lorsqu'elle a divorcé, elle n'avait jamais été inscrite à la Sécurité sociale, n'avait jamais été payée et s'est retrouvée sans un sou. Sa vie n'est pas sans rappeler celle des travailleurs agricoles étrangers, qui, comme elle, qualifient bien souvent leur vie de « vie d'esclave ».

Aujourd'hui, le recrutement continue à se faire sur les places publiques, mais c'est encore le réseau de connaissances qui fonctionne le mieux car un patron préfère faire appel à quelqu'un de confiance (son contremaître, par exemple) pour choisir le travailleur occasionnel dont il a besoin. Cette relation privilégiée est parfois instrumentalisée à des fins financières : le marché noir des papiers a, semble-t-il, explosé lors de la régularisation massive de 2005, qui avait rendu obligatoire le contrat de travail, et non plus seulement l'offre de travail. Un contrat dans l'agriculture coûte entre 1 500 et 2 500 euros. Ce prix varie en fonction du nombre d'intermédiaires intervenant dans la transaction et de la force du lien qui unit le « client » à son « vendeur ». Or, au bout de cette chaîne, se trouvent toujours un contremaître et son patron. Ce dernier, soit

20. Voir la dépêche de l'agence *Europa Press*, 10 janvier 2007.

n'est pas au courant de la nature financière de la transaction, soit, s'il l'est, perçoit sa part.

Les entrepreneurs agricoles et la population d'Almería en général n'acceptent pas les accusations de racisme dont ils sont l'objet et l'image que les médias ont donnée d'eux en 2000²¹. Ils comprennent difficilement les revendications des migrants en termes de droit au travail et au logement puisqu'eux-mêmes ont vécu et travaillé dans des conditions similaires durant des années. Ils attendent de leurs travailleurs le même effort que celui qu'ils ont fourni par le passé et fournissent parfois encore. Mais ils oublient toutefois qu'en dépit de conditions de travail similaires, la situation n'est plus la même. Les saisonniers agricoles d'aujourd'hui ne sont pas propriétaires des terres qu'ils travaillent et n'ont pratiquement aucune chance de le devenir. Ils ont quitté leur pays en vue d'améliorer rapidement et significativement leurs revenus et ne s'attardent pas là où les opportunités de réussite leur semblent inexistantes. Enfin, ils subissent, en plus de l'exploitation de leur force de travail, l'impact des stéréotypes liés à leurs origines.

Jean, un Camerounais diplômé en droit, vivant à San Isidro depuis huit mois, se considère comme travailleur avant d'être migrant clandestin. Il exige que soit respecté l'accord tacite sur les tarifs horaires et se fait donc régulièrement renvoyer des exploitations qui l'emploient :

Les Noirs, pour eux [les patrons], c'est des gens qui travaillent comme des bêtes. Alors, quand vous entrez dans l'*invernadero*²², c'est comme ça qu'on vous utilise. Le problème, c'est pas au niveau de la paye, c'est au niveau de la relation.

Plus encore que le respect des droits du travail, les migrants africains réclament le respect de leur personne : ils ne demandent pas à être aimés, mais attendent la reconnaissance de leur appartenance à une même humanité et la considération qui en découle.

UN NOUVEAU MODÈLE SOCIAL

La nouveauté de la situation dans la province d'Almería ne tient pas tant aux conditions de travail qu'au modèle recherché par les employeurs : celui d'un travailleur qui disparaîtrait de l'univers social une fois sa journée achevée [Martín Díaz 2004], comme l'illustrent les propos de Juan Enciso, maire d'El Ejido en 2000 :

À huit heures du matin, les migrants sont trop peu. À huit heures du soir, ils sont tous de trop.

Dans cette municipalité comme dans d'autres, des pratiques discriminatoires – concernant principalement l'accès au logement et aux commerces – visent à évincer les migrants des temps et des espaces de vie et de loisir de la population autochtone [Checa 2001]. Pour Manuel Ángel Río Ruiz [2002], ce n'est pas le système local de ségrégation qui est à l'origine du conflit de 2000, mais, au contraire, les brèches ouvertes dans ce système : les revendications des migrants et le fait qu'ils aient accès aux centres urbains, aux commerces et aux écoles. La population autochtone vit l'augmentation de la présence

21. D'autant que certains ont caché et protégé leurs travailleurs marocains « de confiance ».

22. « Serre », en français.

étrangère comme une expropriation de son espace résidentiel autant que comme une menace pour ses valeurs morales. De fait, les premières attaques ont été portées contre les Marocains qui géraient un commerce ou vivaient en ville, et des locaux d'associations d'aide aux migrants ont été saccagés. L'ambivalence de cette situation, mêlant besoin et rejet, fait écho à la gestion locale des migrations.

UNE ÉCONOMIE SOUTERRAINE « À DÉCOUVERT »

L'État espagnol a affiché sa volonté politique de mettre fin à l'emploi des clandestins et prétend avoir largement atteint son objectif²³. Or, syndicats et ONG s'accordent pour dire qu'une réelle politique de contrôle signifierait l'effondrement de l'économie locale. Les contrôles relatifs à l'emploi non déclaré des étrangers sont d'ailleurs minimes au vu des infractions, et Almería ne compte que huit inspecteurs du travail compétents en la matière²⁴. Une réelle volonté de contrôle de la part du gouvernement supposerait d'accroître largement cet effectif²⁵.

En 2007, dans une ville moyenne de la province, le responsable du Service municipal de l'immigration nous déclarait que la majorité des agriculteurs refusaient d'employer des clandestins. Paradoxalement, il nous expliquait l'intérêt politique et socioéconomique de cette forme d'emploi : d'une part, les élus ne peuvent aller à l'encontre des patrons sans se mettre à dos leurs électeurs, et les patrons résolvent pour l'État un problème social puisque le travail est à la base de l'intégration des étrangers ; d'autre part, l'argent ainsi économisé est dépensé dans les secteurs de l'immobilier et du luxe, et finit donc dans les caisses de

l'État. Pour finir, il distinguait gestion nationale et gestion locale des migrations :

Le contrôle des flux, c'est le problème de la police et le problème de Madrid. Moi, je suis ici, et mon problème, c'est comment vivent ceux qui sont à l'intérieur.

Cette municipalité prend acte de l'illégalité de la situation administrative des migrants présents et les considère comme des « voisins ». Sa « politique de voisinage » semble se traduire par des compromis, c'est-à-dire par une application toute relative de la loi, relevant de la double volonté de préserver les intérêts économiques locaux tout en limitant les conflits sociaux. Dans ce contexte, l'important n'est pas tant de travailler légalement que d'avoir du travail. Or, cela revient à envisager l'illégalité comme un « facteur d'intégration » et donc à s'éloigner des discours tenus par le gouvernement et les démocraties européennes en général²⁶.

23. Fin 2006, Consuelo Rumi, secrétaire d'État à l'Immigration et l'Émigration, affirmait : « En Espagne, il n'y a pas de travail pour les personnes qui n'ont pas de papiers. » (*Europa Press*, 22 septembre 2006)

24. Inspección de trabajo y seguridad social, statistiques.

25. Le manque d'inspecteurs du travail concerne l'ensemble du pays et toutes les catégories d'inspection. Les conditions de travail en Espagne seraient donc généralement peu contrôlées.

26. « Le travail informel doit être rejeté par les sociétés démocratiques car il détruit toute dimension positive de la migration et transforme l'immigrant en une victime condamnée à la marginalité, l'exploitation, la méconnaissance de ses droits les plus basiques et le manque de protection. » Intervention de la secrétaire d'État pour l'Amérique ibérique, Trinidad Jiménez, lors du forum « Migrations et Développement », 11 avril 2008.

Les détenteurs de la force publique semblent aussi participer de cette logique, qui se veut plus pratique que théorique. Les pratiques policières vont de la bavure à l'aide humanitaire et juridique avec, en toile de fond, l'idée d'une distinction entre les « bons » et les « mauvais » migrants. L'objectif est de préserver la paix sociale, et, sachant qu'un contrôle total est impossible, policiers et gendarmes prétendent se focaliser davantage sur les « voyous » que sur les « travailleurs honorables ». Il existe donc un hiatus entre norme et loi, qui permet aux migrants clandestins de la province d'Almería de bénéficier d'une certaine tranquillité.

Un secteur économique au cœur du paradoxe des politiques européennes d'immigration

L'évolution des modalités de travail dans le secteur agricole d'Almería traduit l'impact politique et humain des circulations migratoires. La situation décrite dans cet article révèle un modèle socioéconomique dynamique et paradoxal, fait de croissance et de précarisation, de contrôle et de tolérance. Ces paradoxes reflètent l'ambivalence de la politique migratoire mise en place par l'État dans le cadre de l'Union européenne.

L'ESPAGNE ENTRE LOGIQUES SÉCURITAIRE ET UTILITAIRE

Depuis son entrée dans l'espace Schengen en 1992, l'Espagne est devenue l'un des gardiens de la frontière sud-européenne²⁷. Le pays doit ainsi obéir à l'injonction communautaire de contrôle des circulations migratoires et de lutte contre l'immigration clandestine lors

même qu'il entame un développement économique demandeur de main-d'œuvre étrangère.

Le contrôle des flux est donc à la base de la politique espagnole d'immigration et comprend deux aspects : l'un sécuritaire, l'autre utilitaire [Valluy 2005]. Le premier consiste à contrôler les frontières afin d'empêcher toute « intrusion indésirable ». À partir de 2000, les mesures sécuritaires sont renforcées : expansion du système intégré de surveillance extérieure, multiplication des centres de rétention et des « rapatriements »²⁸, augmentation de l'aide communautaire aux contrôles passagers (système d'information des passagers et Agence Frontex)²⁹. Mais ce pan sécuritaire ne correspond pas à la réalité économique du pays. Aussi l'aspect utilitaire de cette politique vise-t-il l'introduction légale de migrants étrangers selon les besoins du marché. Cela explique largement les régularisations massives organisées par l'Espagne entre 1991 et 2005. En effet, toutes ont en commun le travail comme condition sine qua non des régularisations, et la modification des critères en 2005 ne vise

27. À partir de 2000, cette fonction est dévolue de façon croissante aux « pays tiers ».

28. Le ministère de l'Intérieur désigne les retours, réadmissions, expulsions et dévolutions comme des « rapatriements » (55 938 en 2007).

29. En conséquence, une partie des entrées clandestines s'est déplacée du détroit de Gibraltar vers les Canaries, l'est de l'Andalousie, Lampedusa, la Sicile et Malte, augmentant le temps et les difficultés des « routes migratoires » terrestres et maritimes et, donc, le nombre des morts. L'*Asociación pro derechos humanos de Andalucía* compte 14 590 morts entre 1997 et 2007 sur l'ensemble des routes migratoires en direction de l'Espagne.

qu'une plus grande adéquation entre l'offre et la demande. Ces régularisations traduisent en outre l'idée d'une « remise à zéro » de l'immigration clandestine, laquelle, d'évidence, ne s'est jamais produite. Enfin, la régularisation pour *arraigo social*³⁰ (« insertion ») est aujourd'hui la plus répandue car elle est demandée par les migrants qui n'ont pas bénéficié de celle de 2005 ou n'ont pas pu renouveler leur permis de résidence ou de travail. Elle suppose d'avoir une promesse d'embauche et des preuves de présence sur le territoire depuis trois ans, de ne pas avoir d'antécédents pénaux dans son pays d'origine et d'avoir obtenu un rapport d'insertion sociale émanant de la localité espagnole de résidence. Ce mode de régularisation constitue l'un des paradoxes de la politique espagnole puisqu'il fait de la clandestinité un passage obligé vers la légalité, qui, en quelque sorte, vient récompenser l'exploitation que les migrants ne manqueront pas de subir durant trois ans.

UN MODÈLE QUI SE NOURRIT DU CONTRÔLE DES MIGRATIONS

Pour Andrea Rea, la politique européenne d'immigration allie fermeté aux frontières et tolérance sur le territoire envers les étrangers en situation irrégulière. Cette tolérance, non générale, résulterait à la fois de l'impossibilité de pratiquer des expulsions massives et systématiques et des exigences économiques de certains secteurs d'activité. Cette tolérance de l'irrégularité est la « condition sine qua non du développement de la fonction économique de cette immigration » : celle d'une main-d'œuvre éloignée « des protections et des garanties qu'offrent les législations sur le

travail et la Sécurité sociale » [2003 : 2]. Le cas d'Almería illustre parfaitement ce paradoxe mais ne permet pas pour autant de conclure à une volonté politique générale de maintien des nouveaux migrants dans un statut de séjour irrégulier ou dans une situation précaire. La fermeture totale des frontières apparaît donc illusoire : les dispositifs de contrôle fonctionnent mais ils n'empêchent pas une certaine porosité. Leur efficacité renvoie plutôt au « tri » des migrants [Morice 2005].

La mise en avant, par l'État espagnol, de l'augmentation des expulsions occulte le fait qu'une partie des migrants est libérée après 40 jours, ou moins, de détention en « centres d'internement pour étrangers » (*centros de internamiento para extranjeros*)³¹. Ces migrants sont relâchés après avoir été interrogés et fichés par la police, parce qu'il n'existe pas d'accord bilatéral avec leur pays d'origine, parce que leur retour représente un coût élevé, parce que leur pays d'origine présumé ne les reconnaît pas comme ressortissants ou encore parce que les effectifs des centres dépassent largement leurs capacités. Les entrées clandestines alimentent donc continuellement un marché du travail, qui, de son côté, reste en demande d'une main-d'œuvre bon marché.

30. Littéralement : « enracinement social ».

31. « L'internement » ne semble pas représenter un enjeu politique en Espagne. En France, au contraire, l'appellation « centre de rétention administrative » est largement critiquée par certains milieux associatifs et intellectuels, qui la considèrent comme un euphémisme masquant la réalité de l'enfermement des migrants. Notons que, depuis juin 2006, l'adoption de la « directive retour » par l'Union européenne permet d'augmenter la durée de la détention jusqu'à 18 mois.

L'État espagnol prétend réduire l'importance de cette économie informelle à travers notamment l'augmentation des inspections du travail, mais il ne semble pas réellement se donner les moyens d'y parvenir. Par ailleurs, il doit faire face aux logiques locales de gestion « pratique » des migrations et aux intérêts économiques locaux. Les « contrats en origine » sont certes utilisés, mais ils ne semblent pas remplir leur mission et mettre fin à l'immigration clandestine. En revanche, ils renforcent la flexibilisation de la main-d'œuvre dans son ensemble (migrants clandestins et régularisés, mais nationaux aussi).

La politique de contrôle des migrations englobe tous les pays membres de l'Union européenne. Cependant elle trouve des expressions différentes selon les contextes locaux, qui sont plus ou moins ouverts aux migrations internationales. Le cas de la province d'Almería montre un certain croisement entre l'économie informelle et le durcissement des contrôles aux frontières. Il ne semble pas exister de réelle opposition entre les intérêts économiques des agriculteurs et les politiques nationales et européennes d'immigration car ces politiques filtrent les circulations migratoires plus qu'elles ne les empêchent.

Bibliographie

Alioua, Mehdi — 2005, « La migration transnationale des Africains subsahariens au Maghreb : l'exemple de l'étape marocaine », *Maghreb-Machrek* 185 : 37-38.
Checa, Francisco — 1995, « Oportunidades socio-económicas en el proceso migratorio de los inmigrantes africanos en Almería », *Agricultura y Sociedad* 77 : 41-82.
Checa, Francisco ed. — 2001, *El Ejido : la ciudad-cortijo. Claves socioeconómicas del conflicto étnico*. Barcelone, Icaria.
Escoffier, Claire — 2008, *Transmigrant(e)s africain(e)s au Maghreb. Une question de vie ou de mort*. Paris, L'Harmattan.
Ferraro García, Francisco José ed. — 2002, « La economía sumergida en Andalucía ». Séville, Consejo económico y social de Andalucía.
Gavira Álvarez, Lina — 2002, *Andalucía sobreviviendo en la globalización*. Séville, Mergablum.
López Gálvez, José, Agustín Molina Morales, Manuel Jaén García et José Francisco Salazar Mato — 2000, « Análisis económico y ambiental en agronomía ». Malaga, UNICAJA, Analistas económicos de Andalucía.

Martín Díaz, Emma — 2004, « La inmigración extracomunitaria en la agricultura española ». Madrid, Fundación alternativas. Document de travail 38/2003.
Morice, Alain — 2002, « L'utilitarisme migratoire en question », *À l'encontre* 5, consultable sur www.alencontre.org/archives/05/05-03.html. — 2005, « Classer-trier migrants et réfugiés : les distinctions qui font mal », *Hommes et Liberté* 129 : 58-61.
Pumares Fernández, Pablo — 2003, « El papel de Almería en la inmigración. Implicaciones de un modelo productivo en cuestión », *Paralelo* 37 (8) : 53-67.
Rea, Andrea — 2003, « Politiques d'immigration : criminalisation ou tolérance ? », *La pensée du Midi* 10 : 106-112.
Río Ruiz, Manuel Ángel — 2002, « El disturbio de El Ejido y la segregación de los inmigrantes », *Anduli* 1 : 79-107.
Tarrius, Alain — 2002a, *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*. Paris, Balland. — 2002b, « Une forme migratoire autre : réseaux et sociétés de migrants en Méditerranée occidentale », *Enjeux* 131 : 38-47.

Valluy, Jérôme — 2005, « Les politiques européennes de l'immigration et de l'asile sous tension : entre logique des quotas et logique antimigratoire ».

Communication présentée lors du colloque international intitulé « Migration maghrébine : enjeux actuels et contentieux » (24-25 novembre, Oujda, Maroc).

· · ·
217

Résumé

Pauline Carnet, *Entre contrôle et tolérance. Précarisation des migrants dans l'agriculture d'Almería*

Dans les années 1970, la province andalouse d'Almería connaît un développement agricole sans précédent ayant entraîné une forte croissance économique locale. Depuis la fin des années 1980, cette région est devenue, pour de nombreux migrants, le lieu de leur première incorporation dans le marché du travail ainsi qu'une plate-forme vers la régularisation. Le secteur agricole d'Almería repose, en effet, sur une main-d'œuvre étrangère composée en partie de clandestins, phénomène que les politiques espagnoles de contrôle et de gestion des migrations tentent d'endiguer. À partir notamment des changements induits par la mise en place, en 2001, des « contrats en origine », cet article interroge, plus largement, les croisements et interdépendances entre les nouveaux modèles agricoles, les nouveaux processus migratoires et les politiques d'immigration.

Mots clés

agriculture intensive, Almería (Andalousie), « contrats en origine », contrôles migratoires, migrations africaines, précarisation et régularisation, réseaux de connaissances

Abstract

Pauline Carnet, *Between control and tolerance: the vulnerability of agricultural migrants in Almería*

In the 1970s, Almería experienced unprecedented growth in agriculture and, as a consequence, strong local development. Since the late 1980s, this Andalusian province has, for many migrants, become a springboard for entering the labor market and becoming documented workers. Agriculture there relies on a supply of foreign labor, partly made up of undocumented workers – a trend that Spanish policies for controlling and managing immigration have tried to curb. Given the changes due to the “contracts in origin” introduced in 2001, questions arise about the interrelations between new agricultural models, new migratory processes and immigration policies.

Keywords

intensive agriculture, Almería Province, Andalusia (Spain), “contracts in origin”, immigration control, African immigrants, residence and work permits, networks of knowledge